



Après un an de guerre, à qui les crimes de Poutine profitent...

Ateliers SNCF Quatre-Mares

Il y a un an, le 24 février 2022, la guerre s'invitait de nouveau au cœur de l'Europe. Des chars russes franchissaient la frontière de l'Ukraine vers la capitale Kiev. Le dictateur Poutine espérait probablement déboulonner Zelensky pour le remplacer par un personnage à sa botte. Mais raté. En décidant de transformer en vraie guerre ses contentieux avec l'impérialisme américain, Poutine contribuait à souder la population ukrainienne derrière un régime au service de capitalistes corrompus. Ce nostalgique de l'empire tsariste comptait aussi faire le gendarme dans l'espace post-soviétique considéré comme son pré carré, contre des mobilisations comme celles qui avaient secoué l'Ukraine en 2013-2014, la Biélorussie en 2020, le Kazakhstan en 2022.

La mort à la une

Un an après, les engins de mort russes continuent à anéantir des vies et des infrastructures vitales. La guerre en Ukraine a probablement fait 100 000 morts ou blessés, parmi les militaires aussi bien ukrainiens que russes ; près de 20 000 morts ou blessés parmi les civils d'Ukraine. Des millions d'Ukrainiens, surtout femmes et enfants, ont quitté leur pays, d'autres leurs logements détruits. Du côté russe, des opposants connaissent la prison, un million a pris le chemin de l'exil, entre autres pour échapper à la mobilisation en masse décrétée par Poutine.

Les profits au pinacle

De leur côté, les impérialismes nord-américain et européens, s'ils ne sont pas fauteurs directs de guerre, ni belligérants sur le terrain, n'en sont pas moins fournisseurs d'armes et profiteurs de guerre. En guise d'armes prétendument « défensives », ils envoient canons et chars lourds, et des milliers de soldats américains renforcent « en cas d'alerte » ceux de l'Otan basés en Europe de l'Est. Au prétexte de l'agression de Poutine, Biden a augmenté la pression sur ses alliés européens, dont l'Allemagne et la France, pour qu'ils rompent leurs relations économiques avec la Russie, pour qu'ils achètent du gaz liquéfié ou du nucléaire américain,

plutôt que russe. C'était plus cher ? Mais des profits ont grimpé en proportion, du côté occidental comme du côté russe. L'inflation exacerbée n'écrase que les classes populaires, partout dans le monde.

Budgets de guerre

Les USA et les pays de l'Otan à leur suite poussent à la production d'armes, prétendument pour aider l'Ukraine mais, surtout, parce qu'ils veulent se préparer à une multiplication des guerres entre puissances ainsi que grossir les profits de leurs marchands de canon et marquer leurs territoires sur la planète – les USA entre autres face à la Chine. C'est partout l'augmentation des budgets militaires. Macron vient d'annoncer 413 milliards de plus pour l'armée d'ici 2030. Une somme qui pour cette période, selon l'ONU, permettrait d'éradiquer la faim dans le monde. Et partout, la hausse des budgets militaires se fait au détriment des dépenses publiques et sociales, dont les retraites !

Prolétaires de tous les pays, l'urgence de s'unir !

Dans ce monde d'assassins et brigands capitalistes, nous devons affirmer notre solidarité avec la population ukrainienne qui ne veut pas vivre sous la botte de Poutine : « *Hors d'Ukraine, l'armée russe !* ». Mais aussi exiger le retrait des troupes françaises et de l'Otan d'Europe et du reste du monde.

Pour sortir de cette guerre sans fin, les prolétaires d'Ukraine ne peuvent pas compter sur les chars et les avions occidentaux que leur promet Zelensky, pas plus que sur un pouvoir ukrainien au service d'une bourgeoisie sans scrupule.

Les travailleurs d'Ukraine possèdent une arme de classe de plus grande portée qu'aucun missile : malgré le fossé de sang que la guerre dresse, les voix dissidentes en Russie montrent qu'il est possible d'en appeler à la fraternisation avec les prolétaires russes, au soutien de ceux qui en Russie s'opposent à la guerre et sont réprimés par Poutine, et entamer une politique révolutionnaire commune. À l'opposé des politiques nationalistes. Notre tâche, à nous ici, est de contribuer à populariser cette voie-là, internationaliste.

A partir du 7 mars, c'est toutes et tous ensemble qu'on peut gagner !

Les appels à la grève, à « mettre le pays à l'arrêt », à « durcir le mouvement » à partir du 7 mars, et à poursuivre le 8 mars se multiplient, qu'ils viennent de l'intersyndicale nationale ou d'un certain nombre de secteurs (Ratp, rail, raffineries, éducation nationale, énergie, ramassage des déchets...). Les organisations de jeunesse appellent à une grosse journée de mobilisation le 9 mars, en appelant tous les lycéens et les étudiants à descendre dans la rue. On a donc pour la première fois depuis très longtemps un créneau de trois jours pour donner un coup d'envoi décisif à un mouvement d'ensemble capable de nous faire gagner. Cela veut dire qu'on est toutes et tous concernés par ces appels. Si au rail, on ne veut pas être le secteur « locomotive », on ne peut pas non plus être la dernière roue du dernier wagon. Alors construisons le mouvement à la base, avec l'idée que les grévistes sont capables de se donner confiance mutuellement !

Le 7 on fait grève tous et toutes ensemble, et le 8 aussi !

Les appels à poursuivre la grève « qui mettra le pays à l'arrêt » le lendemain, le 8 mars, journée de lutte internationale pour les droits des femmes est une très bonne nouvelle. Car les femmes seront parmi les plus impactées par le recul de l'âge légal et l'augmentation du nombre d'années de cotisations, car elles sont les moins bien payées du monde du travail et leurs carrières sont les plus heurtées. Ce sera la double peine tout au long de la vie en plus de celle qui frappe les femmes au quotidien avec la double journée de travail ! Mais du coup, le 8 mars, pas question de laisser les femmes seules en grève ou en manifestation, ce n'est pas « leur journée », c'est l'occasion de montrer que l'ensemble du monde du travail a conscience que gagner face à Borne, Macron et les patrons nécessite l'unité de notre classe et qu'arracher plus de droits pour les femmes s'insère dans une lutte générale pour que nos vies valent plus que leurs profits !

500 000 manifestants dans les rues anglaises
Mercredi 01/02, 500 000 anglais manifestaient dans tout le pays. Comme chez nous, l'inflation précarise des millions de travailleurs dont le salaire ne suit pas. La BBC y voyait la « plus grosse journée de mobilisation britannique depuis des décennies ». Les profs, majoritaires dans la manif, donnaient le ton de ce mouvement de colère, pendant que les

cheminots se mobilisaient aussi massivement, comme depuis plusieurs mois.

Casser le thermomètre ne supprimera pas la fièvre

Sur demande d'un ministre qui lui a demandé « de casser le thermomètre », la direction n'a pas communiqué le nombre de grévistes du 31 janvier à la SNCF. Si la direction peut dissimuler les chiffres de la grève, elle ne peut pas faire rouler les trains restés à quai ou cacher les manifestants toujours très nombreux à dénoncer cette réforme vomie par le monde du travail.

Le sens des priorités

Après le récent tremblement de terre qui a fait plus de 30 000 morts, le président-dictateur turc, Erdoğan a vite réagi. Envoi de secours d'urgence ? Non : il a fait arrêter et mettre en prison une douzaine de ses opposants, puis a rendu inaccessibles plusieurs fournisseurs d'accès Internet, car la population qui s'organisait pour répondre aux urgences critiquait aussi les insuffisances du régime. Le sort de la population l'indiffère, mais pas le risque de voir la contestation et la colère de la population s'exprimer.

Les ministres s'aplatissent devant Total
TotalEnergies a annoncé des bénéfices record de 19,5 milliards d'euros pour 2022. Dans la foulée, le patron du groupe, Patrick Pouyanné, évoquait la possibilité d'accorder une nouvelle ristourne aux automobilistes si le prix des carburants à la pompe dépassait deux euros le litre. Et depuis, on a vu les ministres courir les plateaux de télévision pour demander gentiment et poliment à Pouyanné de faire rapidement un geste dans ce sens. Dans cet exercice se sont distingués notamment le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, celui des comptes publics, Gabriel Attal et le porte-parole du gouvernement Olivier Véran. Tous se sont couchés devant ce grand patron. Un exercice qui fait d'ailleurs partie intégrante de leur job.

22/02/2023

PRENDRE CONTACT :

NPA – 40 rue des Murs St Yon 76100 ROUEN
nparouen.communique@gmail.com
www.facebook.com/NPAaggloRouen
www.instagram.com/npa_rouen_agglo